

Haiti

Tap-tap pour la survie

EN HAÏTI, IL FAUT SE BATTRE POUR SUBSISTER ET NOURRIR DE L'ESPOIR. SINON, ON MEURT. SURTOUT QUAND ON EST UNE FEMME.

MARIE FRANTZ JOACHIM
Solidarité des femmes haïtiennes (SOFA)

L' image de la paysanne haïtienne en chemin à travers les montagnes, se rendant au marché, est bien connue. Un panier de fruits et légumes sur la tête, elle tire ou pousse un âne marchant lourdement sous le poids des denrées qu'il transporte.

Avec la dégradation de la production agricole, la présence féminine a considérablement diminué dans ce secteur. En dix ans, le nombre de femmes dans le secteur agricole est passé de 1 075 654 à 872 243. Au niveau de la production, le peu de terres fertiles disponibles n'est pas accessible aux femmes.

Autre image, moins attrayante, maintes fois vue sur les écrans : des femmes qui se bousculent sur le trottoir. Elles veulent une place dans un tap-tap (camionnette) pour se rendre à l'usine, où elles gagnent 1,40 \$ US par jour, ou encore moins, simplement parce qu'elles sont des femmes. Mais l'industrie de la sous-traitance, qui fournissait jusqu'à 42 000 emplois en 1990, n'en assure

plus aujourd'hui que 30 000. La main-d'œuvre féminine est durement touchée, elle qui représente plus de 70% des ouvriers de ce secteur.

Remercées sans préavis, elles n'ont d'autre choix que le coin de la rue où elles étalent quelques produits étrangers, arrivés ici en contrebande. Port-au-Prince bourdonne de petites activités individuelles. La débrouille.



PHOTO: BENOIT AQUIN POUR RECTO VERSO

Secteur informel

Pourtant, 77% de la circulation interne des marchandises se réalisent dans ce secteur informel. Et les femmes sont majoritaires parmi les milliers d'acteurs qui y sont présents.

La pauvreté progresse en Haïti. Les femmes sont les plus frappées par l'exclusion. Elles sont les plus pauvres parmi les pauvres et subissent la violence inouïe d'une société qui ne leur réserve aucun droit. Dans cette société, la Marche mondiale des femmes ne pouvait pas ne pas avoir un écho particulier. Marcher contre la pauvreté et la violence, c'était l'occasion pour les Haïtiennes d'exprimer leur ras-le-bol et leur désir profond de transformer la société. Et pour cause !

Exclues aujourd'hui, c'est le sort qui leur est réservé depuis l'enfance. À l'intérieur de la cellule familiale, en Haïti, l'enfant mâle, par la grâce de son sexe, est privilégié. Quand il faut choisir entre la fille et le

Marie Frantz Joachim, de Solidarité des femmes haïtiennes (SOFA), durant la vigile pour la paix du 5 octobre dernier à Montréal.



Port-au-Prince, 1989. Clinique médicale « La Famille, c'est la vie », fondée par l'actuel président Jean-Bertrand Aristide, avant son entrée en politique.

PHOTO: BENOIT AQUIN

garçon pour diminuer la charge de l'éducation des enfants, le choix se porte tout naturellement sur le second. Résultat, les femmes sont parmi les citoyens les moins scolarisés, les moins formés, les moins qualifiés, les sans-métier, les plus analphabètes donc les plus exclus des sphères de prise de décision.

Les tâches les plus ardues et les situations quotidiennes les plus difficiles sont le lot des Haïtiennes. Filles ou femmes, dans les familles démunies, à la campagne et en milieu suburbain, elles sont par exemple affectées à la quête de l'eau. Un seau rempli sur la tête, elles font parfois jusqu'à 6 heures de marche, avec le risque de se faire agresser.

Rien ne change lorsqu'elles tombent dans les circuits de la domesticité, alimentés par la pauvreté et la centralisation. Plus de 300 000 fillettes et jeunes filles sont placées dans des familles de la capitale ou dans les villes de province, où elles sont victimes de toutes sortes d'abus. Châtiments corporels. Viols.

La violence est aussi dans la rue. À l'aube ou au crépuscule, les petites commerçantes sont continuellement violées, lorsqu'elles partent ou reviennent du marché. Cette réalité est aussi bien celle des paysannes que des habitantes des faubourgs de Port-au-Prince ou des autres villes, où des quartiers entiers sont plongés dans l'obscurité,

où règne l'impunité dans un milieu fortement machiste.

Voilà l'environnement socio-économique dans lequel a été lancée en Haïti la Marche mondiale contre la pauvreté et la violence faite aux femmes. Ce mouvement a redynamisé le processus haïtien de la lutte des femmes en arrimant les buts stratégiques aux intérêts pratiques, posant simultanément les problèmes de classe et de sexe, c'est-à-dire les problèmes de discrimination, de domination, de violence et d'exploitation. Les secteurs du mouvement social ont répondu favorablement à l'appel, et l'impact de la mobilisation a été considérable du côté de la population.

Un an plus tard, il est encore tôt pour évaluer les initiatives des groupements de femmes pour renforcer des actions de lutte contre la pauvreté. Du côté de la Solidarité des femmes haïtiennes (SOFA), nous avons renforcé notre action économique par des efforts de professionnalisation de notre atelier de confection dans le bidonville de Martissant, au sud de Port-au-Prince. Avec cet atelier, nous créons des emplois pour

une vingtaine de femmes qui coupent le siam, le cousent, lui posent des appliques, le brodent pour réaliser des pièces artisanales uniques et de qualité, nappes, draps, serviettes de table. D'autres femmes se trouvent une activité rémunératrice en allant placer ces produits dans des boutiques ou en allant les écouler dans les marchés. Entre-temps, des jeunes filles accèdent à une formation professionnelle en coupe, couture, sérigraphie, etc.

Par ailleurs, nous encourageons la solidarité économique entre les femmes pour éviter la pratique des taux usuraires qui atteignent jusqu'à 30% par mois à cause de l'inaccessibilité du crédit normal. Ici, les formules de mise en commun des revenus entre plusieurs associées se traduisent par «solde», «sabotage» ou «mutuelle». La «mutuelle», par exemple, c'est la somme des cotisations journalières des associées qui, au bout d'une certaine période, est attribuée en tant que crédit à quelques membres du groupe.

Ces initiatives offrent des solutions de rechange momentanées à des femmes défavorisées et leur permettent de reprendre

confiance dans leur capacité de s'assumer. Mais elles n'apportent que des solutions très limitées à des problèmes nécessitant des interventions d'ordre macro-économique. Consciente de cette limitation, la SOFA entreprend des actions de plaidoyer de concert avec d'autres groupes de femmes ou des groupes mixtes pour exiger de l'État haïtien la mise en place de véritables programmes de création d'emplois, de projets de logements sociaux, et pour mettre fin à l'application

du programme d'ajustement structurel (PAS) qui déresponsabilise l'État vis-à-vis de sa population.

En Haïti, lutter pour éliminer la pauvreté et la violence contre les femmes est un impératif pour toutes les femmes et les organisations de femmes qui entendent réellement mener le combat contre la discrimination et l'exploitation. □

Mars 00

« Pour mieux comprendre la détresse d'Haïti, il faut savoir que 5 000 ménages, soit 0,5% de la population, détiennent plus de la moitié des richesses nationales! »

- LUDOVIC HIRTZMANN ET MARTIN BLANCHARD, RECTO VERSO, MARS- AVRIL 2000